

Table ronde publique

Mieux comprendre les potentialités des forces de défense et de sécurité (FDS) pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest

Genève, Suisse, Mardi 13 décembre 2022
Maison de la Paix, 9^{ème} étage, 15h00-17h45

SYNTHESE

Face aux limites des réponses militaires et sécuritaires à l'extrémisme violent, a-t-on suffisamment exploré la réponse de la prévention, celle qui se penche plutôt sur les causes, multiples et complexes, qui génèrent la violence ? Les forces de défense et de sécurité (FDS) peuvent-elles avoir un rôle dans la prévention de la violence ? Si oui, leur mandat, leur culture et leurs formations les y préparent-elles ? Comment et avec qui les FDS peuvent-elles construire la culture du dialogue ? Où sont les espaces pour que ces échanges aient lieu ?

Telles sont les questions que se posèrent les participants à la table ronde organisée à Genève le 13 décembre 2022 par la Division Paix et droits de l'homme du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse et le Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité - DCAF de Genève. Ils présentaient ce jour-là les résultats de l'étude comparative portant sur la **Revue et analyse des cadres politiques, législatifs et opérationnels favorisant l'engagement des forces de défense et de sécurité (FDS) pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) en Afrique de l'Ouest (2020-2022)**.

Cette étude, réalisée entre 2020 et 2022 dans **sept pays d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger, le Sénégal et le Togo)** s'inscrit de manière plus large dans l'initiative de dialogue régional animée par la Suisse depuis 2016 en faveur de la prévention de la violence en Afrique de l'Ouest et centrale et qui a déjà organisé, ces dernières années, une quarantaine de rencontres et ateliers, associant plus de 2000 personnes. Ce programme, a, entre autres, lancé, à Dakar et avec le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal, un cycle de séminaires régionaux sur le rôle des FDS dans la PEV. L'étude visait explicitement à répondre aux demandes des FDS de la région, exprimées lors de ces séminaires, et qui souhaitaient mieux connaître et comparer les cadres dans lesquels elles évoluent. **Ceci afin de mieux cerner les potentialités des forces de défense et de sécurité (FDS) pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest.**

Ce travail a bénéficié de la participation d'une dizaine d'experts de la région qui, aux côtés du DCAF et du DFAE suisse, ont pendant deux ans mené la collecte de la documentation, les enquêtes de terrain (plus de 300 entretiens individuels dans les sept pays), l'analyse comparative des cadres d'engagement et finalement, la rédaction et les étapes de validation des résultats dans le rapport final. Pour réaliser cet objectif général, l'étude s'est efforcée de :

- Mieux comprendre la façon dont la violence extrême ébranle le vécu et le mandat des FDS.
- Clarifier comment les FDS elles-mêmes peuvent s'engager dans une démarche de PEV.
- Collecter puis analyser les cadres d'engagement des FDS pour la PEV, cadres d'ordre politique, législatif, comme opérationnel.
- Renforcer la volonté et les capacités des FDS pour un tel engagement.
- Poursuivre le dialogue avec des hauts responsables politiques, officiers supérieurs, société civile et chercheurs, sur leur vision, leur expérience, leurs besoins face à ce défi.

Forte de cette somme de connaissances entre leurs mains (le rapport contient 89 pages), **une cinquantaine de personnes participèrent à cette table ronde**, qui se déroula en format hybride et fut ouverte par la représentante du DFAE suisse, Mme Andrea Aeby, ainsi que celle du DCAF, Mme Anne Bennett. Toutes deux soulignèrent que les résultats de cette étude, issue de 2,5 ans de travaux, constituent un matériel unique mis à la disposition des autorités concernées et des praticiens de la région, pour que se développent de nouvelles relations entre FDS et populations qui constituent la base de la prévention de la violence et de la coproduction de la sécurité

Présentation succincte des résultats

Le contenu du rapport fut ensuite présenté par deux expertes du DFAE et du DCAF qui soulignèrent que **l'outil essentiel de la PEV était le dialogue inclusif**, entre autres entre les FDS et les populations, les femmes et les jeunes, et que la présentation de l'étude et la présence dans la salle des nombreux invités faisait intégralement partie de ce dialogue. Le rapport montre si les causes de l'EV (porosité des frontières, faible présence de l'Etat aux frontières, faible capacité des FDS de couvrir le territoire national, comportement ambigu des FDS, liens avec les milieux criminels, extension de l'orpaillage clandestin, exclusion politique et décisionnelle) sont mieux comprises, **la lecture sécuritaire de ces causes (plutôt que socio-politiques)** reste prépondérante. De fait, **le rôle des FDS dans la PEV est encore très rarement inscrit explicitement dans les cadres politiques, législatifs et opérationnels, et encore moins dans les formations des FDS**, ce qui freine l'intégration du rôle de prévention dans leurs mandats et leurs pratiques. Certes, des stratégies de PEV ont été préparées dans tous les pays mais généralement sans lien concret avec le rôle des FDS et de même, si les politiques publiques de sécurité et de défense sont presque partout en révision, elles n'intègrent encore que rarement la dimension de prévention. Cette **approche en silo**, ainsi que le déficit de lien entre responsables des politiques sécuritaires et hauts responsables des FDS qui rend floue la vision de la sécurité par ceux qui en ont le mandat, figurent parmi les obstacles à surmonter. Néanmoins l'étude révèle qu'un peu partout, des mesures pragmatiques ont déjà été prises, même si cet élan reste timide et peu encadré. Des **mécanismes locaux de dialogue** et, par conséquent, de PEV, tels les comités de sécurité, existent et, dans certains cas, s'ouvrent efficacement à la société civile qui, elle cherche généralement ce dialogue avec les FDS. Il fut aussi relevé que les **activités civilo-militaires** tournées vers les besoins des populations contribuent à l'apaisement des tensions. Mais sur la **formation** des FDS et sur l'accès du public à l'information, les mesures nécessaires ne sont pas encore vraiment prises en compte. Le rapport, dans sa partie finale, mentionne **sept défis à relever et les pistes d'action** et pose la question de fond : **quelle est la place réelle des FDS dans nos sociétés ?**

Où trouver le rapport :

https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/PVE_Report_FR.pdf

Panel et échanges

A la question : « Les FDS peuvent-elles avoir un rôle dans la prévention de l'EV ? », le premier intervenant, le Général Guidimey du Bénin, répondit clairement : non seulement elles le peuvent, mais elles le doivent. En réalité, ce rôle dual, de prévention et de répression est bien inscrit dans les doctrines, mais de par leur histoire, les FDS ont tendance à se concentrer avant tout sur les mesures répressives. Face à la gravité des violences qui aujourd'hui touchent non seulement le Sahel mais désormais aussi les Etats du Golfe de Guinée, il y a là une occasion de réactiver ce rôle de prévention. Pour cela, néanmoins, il faut une impulsion claire du politique, qui doit inscrire cette fonction de prévention dans les doctrines d'emploi des forces ainsi que dans les formations. Ainsi, les pratiques actuelles, telles que la police de proximité, les actions civilo-militaires, le contrôle et si besoin la punition des comportements abusifs des FDS, seraient renforcés et entreraient pleinement dans un mandat des FDS au service des populations.

Dans la salle, plusieurs participants expriment leur doute : si les militaires sont avant tout dans une logique de répression, et qu'aujourd'hui, ils ont même tendance à s'arroger le pouvoir par des coups d'Etat, vont-ils être enclins à dialoguer ? N'est-ce pas illusoire et difficile de se réformer soi-

même ? En réponse à ces interrogations, le deuxième intervenant, M. Mahamoudou Savadogo du Burkina Faso, revient sur les derniers mots du Général : « Si on inscrit le dialogue dans la doctrine d'emploi des forces, ils vont le faire. » Car comme l'explique l'intervenant, c'est une question de culture de corps. Certes cela va prendre du temps, mais il faut voir qu'au début, les militaires ont été victimes d'une mauvaise politique, qui n'inscrivait pas le dialogue dans leur « boîte à outil ». Maintenant que cela devient moins tabou, que cela apparaît de plus en plus comme une véritable possibilité, le temps est donc venu pour les FDS « d'apprendre à faire le dialogue », à travers des formations, à travers de actions de sensibilisation au sein des corps, mais aussi à travers le renforcement des structures d'inspection qui participent à l'évolution de cette culture.

Car tout cela doit servir, c'est que nous rappelle Mme Madeleine Memb intervenant en ligne depuis le Cameroun, avant tout à rétablir la confiance de la population envers ces FDS qui sont un peu partout en Afrique de l'Ouest et centrale, la seule présence de l'Etat hormis dans la capitale et les grands centres urbains. Favoriser les actions de proximité entre les FDS et les populations, et en particulier avec les femmes, est une voie nécessaire et salutaire. Ecouter les femmes, qui sont avant tout des mamans, des épouses, des sœurs, sur les besoins des communautés et des jeunes, et œuvrer à répondre à ces besoins, résoudrait bien des problèmes à l'origine de cette violence. Mais pour cela, il faut que les FDS apprennent non seulement cette écoute, ce dialogue, mais aussi à communiquer. Car leur silence proverbial les dessert : les mandats sont mal connus, les raisons derrière certaines actions répressives mal comprises, même les actions civilo-militaires qu'elles mettent en œuvre au profit des populations sont mal connues.

Rebondissant sur le rôle des femmes et du genre en lien avec la sécurité, la dernière intervenante, Mme Cristina Finch du DCAF, rappelle qu'il est aussi indispensable d'asseoir ces nouvelles politiques sur des données empiriques, ainsi que sur des exemples concrets, qui démontrent que la non prise en compte d'une partie de la population (les femmes) dans les interventions diverses entraînent parfois des effets secondaires qui pourraient être évités par des approches plus inclusives. De tels travaux permettent de mieux comprendre le rôle effectif des femmes dans l'EV comme dans la PEV – et de déconstruire des stéréotypes qui font obstacle à un plein engagement des femmes dans ces domaines encore très masculins.

Stimulés par ces présentations, les participants en salle et en ligne reconnuent à cette étude l'avantage d'avoir mis un point clair sur les « i », à savoir que ce rôle de prévention est bel et bien au cœur du mandat des FDS. Ils estiment qu'en réalité, dans la plupart des pays de la région ouest et centrale africaine, le rôle des FDS est primordial – ils sont bien souvent le symbole de l'Etat pour les populations, et il est aujourd'hui nécessaire que s'opère pleinement ce changement de focale et que se libère pleinement tout le potentiel de leur rôle de service à la population. Demandant à ce que les résultats de cette étude soient encore plus largement diffusés, y compris auprès des capitales concernées. La table ronde se termine sur un plébiscite unanime : que la Suisse et le DCAF assurent un accompagnement pour le suivi des 7 recommandations issues de l'étude.





Programme

14 :30-15 :00	Arrivée et installation des invités
15 :00-15 :10	Mot de bienvenue et présentation du programme et des panélistes (ancien Amb. Jean Daniel Bieler)
15 :10-15 :20	Ouverture de la table ronde <ul style="list-style-type: none"> • Andrea AEBY, Conseillère Paix et Sécurité, Mission Permanente de la Suisse auprès de l'ONU et des autres organisations internationales à Genève • Anne BENNETT, Directrice du programme Afrique subsaharienne, Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité – DCAF
15 :20-16 :00	Présentation des principaux résultats de l'étude <ul style="list-style-type: none"> • Carol MOTTET, Conseillère principale, Division Paix et droits de l'homme, Département fédéral des affaires étrangères – DFAE, Suisse • Ariane INKESHA, Coordinatrice de programme, Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité – DCAF
16 :00-17 :30	Panel <ul style="list-style-type: none"> • Général Améyi Célestin GUIDIMEY, Expert consultant, Vice-président du Comité Présidentiel de Contrôle des Missions de Sécurisation du Territoire National, Bénin • Mahamadou SAVADOGO, Spécialiste de gestion des risques, consultant sur l'extrémisme violent, Burkina Faso • Madeleine MEMB, MediaWomen4Peace, Cameroun (en ligne) • Cristina FINCH, Cheffe de la division Genre et sécurité DCAF <p>Modération: ancien Amb. Jean Daniel Bieler</p> <p>Discussions ouvertes</p>
17 :30-17 :45	Mots de Clôture
17 :45	Collation